

Remarques sur la croissance et la prospérité suisses

D'après Angus Maddison¹, la Suisse était encore en 1970 le pays le plus riche de l'OCDE². En 2008, son avance par rapport aux États-Unis s'était transformée en un net retard³. Sa croissance annuelle n'a été que de 1,04% entre ces deux dates, tandis qu'elle atteignait 1,61% pour la puissance américaine. Le Rapport sur la croissance (2008) du Secrétariat d'État à l'économie (Seco) montre que son accroissement avant la crise économique et financière de 2008 reposait principalement sur une augmentation parallèle de l'emploi, alors que la productivité du travail ne progressait que faiblement⁴.

1 Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and Per Capita GDP, 1-2008 AD*, 2009

2 Le revenu par habitant (mesuré en dollar Geary-Khamis ou «dollar international» 1990) s'élevait à 16 804 USD en Suisse et 15 030 aux États-Unis.

3 En 2008, le revenu par habitant était de 25 104 USD en Suisse contre 31 178 aux États-Unis.

4 L'auteur remercie Sandro Favre pour ses suggestions et commentaires.

5 OCDE, *Perspectives économiques*, Paris, 2011.

6 OFS, *Enquête suisse sur la structure des salaires* (ESS).

La Suisse surmontera-t-elle les faiblesses de sa croissance? Les trois points suivants seront essentiels ces prochaines années (et au-delà): d'abord, le financement des collectivités publiques; ensuite, l'évolution démographique et migratoire; enfin, la distribution des revenus et de la fortune.

Le financement des collectivités publiques

La crise économique et financière a provoqué des brèches monumentales dans les finances publiques de la majeure partie des pays. Le taux d'endettement des États de la zone euro s'élèvera vraisemblablement à 94,8% fin 2011; il sera de 88,7% au Royaume-Uni, de 98,5% aux États-Unis et de 204,2% au Japon⁵. Toutes les prévisions indiquent que ce déficit augmentera durant les prochaines années. L'endettement des États sera d'un ordre de grandeur encore inconnu en temps de paix. L'assainissement des budgets sera le thème dominant de la politique économique des prochaines années dans pratiquement tous les pays de l'OCDE. La Suisse peut, par contre, se consacrer à d'autres tâches; son taux d'endettement de 41,1% semble insignifiant en comparaison. En 2009, elle était même le seul pays de l'OCDE à enregistrer un surplus budgétaire. La charge représentée par les impôts directs n'a pas augmenté ces dernières années; elle a même légèrement reculé. Il faut donc parvenir à utiliser cette marge de manœuvre financière et les possibilités durables d'orientation qu'elle offre dans les domaines de la formation, de la santé, de l'environnement et de l'énergie, afin de compenser à moyen terme une partie du terrain perdu par la Suisse depuis les années nonante.

L'évolution démographique et migratoire

Le taux de natalité suisse est très faible depuis de nombreuses années. L'indice de fécondité demeure proche de 1,5 depuis le milieu des années septante. Il en résulte que non seulement le rapport retraités/population active progresse fortement, mais cette dernière vieillit. Cela représente un défi de première importance pour l'économie et la politique du marché du travail, qui doivent désormais

prendre les mesures adéquates pour la formation continue et le recyclage de ce potentiel de main-d'œuvre vieillissant. L'immigration de travailleurs étrangers est, en outre, essentielle. La Suisse, à l'instar des autres pays de l'OCDE, a tablé sur la venue de travailleurs hautement qualifiés, et ce avec succès: au milieu des années nonante, seuls 10% des nouveaux immigrants étaient dans ce cas; aujourd'hui, ils sont plus de 30%⁶. Le haut niveau de vie de notre pays, l'attrait de sa place économique, les salaires élevés distribués continueront d'attirer cette main-d'œuvre à l'avenir. Le problème réside dans l'intégration sociale des immigrés: la Suisse doit intensifier ses efforts et faire preuve de créativité en ce domaine, afin de prévenir les tensions sociales.

La distribution des revenus et de la fortune

Les taux de croissance du PIB et du revenu par habitant sont des indicateurs essentiels de la vitalité économique et de la prospérité. Ils ne donnent, toutefois, aucune information sur ceux qui profitent de ses fruits. La forte croissance des États-Unis depuis les années septante s'est accompagnée d'une augmentation également forte des inégalités, celle des dernières années étant marquée par la polarisation, soit une croissance importante à chaque extrémité de la distribution et un effritement des classes moyennes. Le partage des richesses a longtemps été relativement stable en Suisse, mais le ciseau des salaires s'est également ouvert ces dernières années. Les gros revenus sont ceux qui ont le plus profité, au contraire de la classe moyenne. Devant une telle situation, la politique économique devrait davantage fixer son attention sur l'équité de la distribution des revenus. Celle-ci – lorsqu'elle est ressentie comme juste par la population – est à la base d'un développement économique durable, de la cohésion et de la paix sociales. ■



Pr. Josef Zweimüller
Département des sciences économiques, université de Zurich